

Kadhafi, «roi des rois traditionnels d'Afrique», élu à la tête de l'UA

Le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, qui entend désormais se faire appeler «roi des rois traditionnels d'Afrique», a été élu hier à la tête de l'Union africaine (UA) pour un an, lors d'un sommet de l'organisation à Addis-Abeba.

Bien que la volonté de M. Kadhafi d'instaurer un «gouvernement de l'Union» conduisant à des «Etats-Unis d'Afrique» effraie bon nombre de chefs d'Etat du continent, ceux-ci l'ont élu à la présidence en exercice de l'UA, essentiellement pour des questions d'équilibre politique entre les différentes régions africaines.

Selon la règle de l'UA, la présidence revenait cette année à l'Afrique du Nord, après l'Afrique de l'Est. Et Mouammar Kadhafi était le seul dirigeant d'Afrique du Nord présent à Addis Abeba.

Beaucoup d'Africains ne voyaient pas d'un bon œil son accession à la tête de l'UA, selon des entretiens avec des participants au sommet. Aussi, certains pays ont tenté de promouvoir une présidence d'Afrique australe, d'autant que le prochain sommet se tiendra en juillet à Madagascar. En vain. Selon des sources concordantes, le Guide de la Jamahiriya libyenne a déjà fait passer à ses pairs un message demandant à être désormais officiellement appelé «roi des rois traditionnels d'Afrique», après avoir été «adoubé» par un groupe de chefs traditionnels il y a quelques semaines en Libye.

Il était d'ailleurs accompagné au sommet par sept «rois» en costume traditionnel chamarré parfois couvert de métal brillant, qui ont toutefois eu du mal à res-



Le guide de la Jamahiriya libyenne.

ter dans son sillage en raison des mesures de la sécurité éthiopienne.

Dans son discours d'adieu, son prédécesseur à la présidence de l'UA, le Tanzanien Jakaya Kikwete, a invité ses pairs à se consacrer davantage au déve-

loppement du continent. Le thème officiel du sommet «développement des infrastructures» en Afrique — une «priorité» selon le président de la Commission de l'UA, Jean Ping — ne devait être abordé qu'hier après-midi. «Nous consacrons

beaucoup trop de temps à régler les conflits ou les partages de pouvoir entre nos politiciens. Il faut que nous redéfinissions nos priorités pour nous consacrer au développement de nos économies (...) pour nous libérer de la honte qui est la nôtre d'être le continent le plus pauvre du monde», a déclaré le président tanzanien.

Dimanche, les chefs d'Etat et leurs représentants ont débattu à huis clos pendant une dizaine d'heures uniquement sur le «gouvernement de l'Union» cher à M. Kadhafi. Les débats se sont achevés sans grande avancée: les dirigeants ont simplement convenu de changer la dénomination de la Commission, organe exécutif de l'UA, en l'appelant «autorité africaine», a rappelé M. Kikwete dans son discours avant de souligner que cela ouvre la voie à «une institution avec un mandat plus fort, de plus fortes capacités, qui nous dirige vers l'objectif du gouvernement de l'Union». Prenant la parole après son élection, M. Kadhafi a «espéré que son mandat (serait) un temps de travail sérieux et pas seulement de mots», insistant sur la nécessité «de pousser l'Afrique en avant vers les Etats-Unis d'Afrique. Je continuerai et insisterai pour que les Etats souverains (que nous sommes) parviennent aux Etats-Unis d'Afrique», a-t-il martelé.

Cette deuxième journée de sommet, à laquelle assiste le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, doit également être l'occasion d'évoquer les crises du continent, comme la Somalie, le Darfour, la République démocratique du Congo, le Zimbabwe, et les récents coups d'Etat en Mauritanie et en Guinée.

Photos: DF

PROCHE-ORIENT

Mitchell et Abbas à Paris pour des entretiens avec les responsables français

L'émissaire de Barack Obama pour le Proche-Orient, George Mitchell, et le président palestinien Mahmoud Abbas devaient s'entretenir hier à Paris avec les responsables français, alors que la trêve entre Israël et le Hamas montre des signes croissants de fragilité.

Le ton est monté d'un cran aussi ces derniers jours entre le Fatah de Mahmoud Abbas et le Hamas, le premier réclamant la reconnaissance de l'OLP, le second exigeant «une restructuration immédiate» de l'organisation historique palestinienne pour y intégrer le mouvement islamiste et le Jihad islamique.

Plaidant pour une réconciliation interpalestinienne, la France a appuyé récemment l'idée d'un gouvernement palestinien d'union ou d'entente nationale, avec lequel elle est prête à discuter. Le Hamas fait jusqu'à présent l'objet d'un boycott des Occidentaux.

Au terme d'une tournée dans la région qui l'a mené en Israël, Cisjordanie, Egypte, Jordanie et Arabie Saoudite, George Mitchell devait être reçu à déjeuner au ministère des Affaires étrangères par Bernard Kouchner, après un entretien à l'Elysée avec le président Nicolas Sarkozy.

L'émissaire américain doit

par la suite se rendre à Londres avant de regagner les Etats-Unis pour y rendre compte de sa mission.

Lors de sa visite à Paris, l'objectif est de faire le point avec lui sur une sortie de crise à Gaza et les moyens de relancer les négociations israélo-palestiniennes, a-t-on indiqué au ministère français des Affaires étrangères.

Jusqu'à présent, la nouvelle administration américaine n'a donné que peu

d'indications sur ce qu'elle entend faire sur ce dossier, a-t-on ajouté de même source, en se félicitant de la mobilisation de Washington dès le début du mandat de Barack Obama. Le nouveau président américain a confié tous les pouvoirs nécessaires à son émissaire pour remettre sur les rails le processus de paix israélo-arabe. Ce dernier doit aussi faire des recommandations «pour assurer la sécurité d'Israël et faire en sorte que

les Palestiniens de Gaza



Georges Mitchell.

reçoivent les approvisionnements de base dont ils ont besoin». Ce dernier sujet est sensible pour les autorités françaises qui ont échoué la semaine dernière à convaincre les Israéliens de laisser entrer dans la bande de Gaza une station de potabilisation de l'eau. L'ouverture des points de passage est essentielle, souligne-t-on au Quai d'Orsay.

Tout au long de sa tournée, George Mitchell a fait valoir l'importance de «consolider un cessez-le-feu durable» entre Israël et le Hamas.

Le dalaï-lama hospitalisé à New Delhi

Le dalaï-lama, chef spirituel des bouddhistes tibétains, a été hospitalisé dans la capitale indienne New Delhi après s'être plaint d'une douleur au bras, a annoncé hier à l'AFP son porte-parole.

Le dignitaire religieux, âgé de 73 ans, a été emmené à l'hôpital Apollo, dans le sud de la mégapole indienne, après qu'il eut ressenti «une douleur au bras», a dit au téléphone Tenzin Taklha, son plus proche conseiller. «Sa Sainteté va subir des examens immédiatement, si bien que nous ne pouvons pas dire de quoi il s'agit. Nous avons prévu de retourner demain (mardi) à Dharamsala» dans le nord de l'Inde, où le dalaï lama est réfugié depuis 1959 après avoir fui le Tibet, a précisé le porte-parole. «Dès que ces examens de routine seront terminés, nous informerons les médias», a assuré M. Taklha.

Le lauréat 1989 du prix Nobel de la paix avait été opéré en octobre dernier à New Delhi de la vésicule biliaire, puis avait repris ses nombreux voyages à l'étranger en rencontrant notamment en décembre le président français Nicolas Sarkozy en Pologne, ce qui avait fortement irrité Pékin. Le moine bouddhiste, dont la santé est suivie comme celle d'un chef d'Etat, avait déjà été hospitalisé fin août à Bombay (ouest de l'Inde) pour une «gêne abdominale» et une «très grande fatigue».

Le dalaï-lama avait été invité à la mi-janvier à Rome pour y recevoir le 9 février le titre de «citoyen d'honneur» de la capitale italienne, mais sa venue n'avait pas été confirmée.

CHINE

Le dissident Huang Qi en procès après ses critiques post-séisme

Le dissident chinois Huang Qi, arrêté après ses critiques contre les autorités à la suite du tremblement de terre au Sichuan (sud-ouest), sera jugé pour «possession illégale de secrets d'Etat», mais le procès prévu aujourd'hui a été reporté, ont indiqué hier sa femme et son avocat.

Initialement, le tribunal du district de Wuhou à Chengdu, capitale du Sichuan, avait prévu de juger le dissident aujourd'hui, mais, après intervention de sa défense, il a accepté de le reporter, a-t-on appris auprès de son avocat.

«Ils ont accepté de repousser le procès après que nous soyons intervenus», a déclaré à l'AFP Mo Shaoping, dont le cabinet se trouve à Pékin, sans pouvoir dire cependant quand le procès aura finalement lieu.

M^e Mo avait envoyé hier à Chengdu un membre de son cabinet pour protester contre la décision du tribunal de juger mardi Huang Qi, alors que le délai de trois jours prévu par la loi pour informer la défense n'avait pas été respecté.

En effet, la femme de de Huang Qi, Zeng Li, n'avait été prévenue de la date du procès par la justice qu'hier.

Selon elle, son mari est poursuivi car «à l'époque du tremblement de terre, il a donné des documents aux parents qui ont perdu leurs enfants dans les écoles et accordé des interviews aux médias étrangers».

Huang Qi avait été interpellé en juin à Chengdu après avoir commencé à soutenir des parents d'enfants morts en mai dans les écoles du Sichuan lors du tremblement de terre et qui demandaient des comptes au gouvernement.

Quelque 7 000 établissements scolaires s'étaient effondrés lors du séisme du 12 mai, alors que les bâtiments officiels voisins restaient debout. Des parents avaient vivement dénoncé la corruption des responsables locaux, à l'origine, selon eux, de la mauvaise qualité des bâtiments.

Huang Qi a été incarcéré de 2000 à 2005 pour tentative de



Huang Qi est le créateur du premier site chinois sur les droits de l'homme.

subversion de l'Etat après la création de son site pro-démocratie qui évoquait des affaires de corruption au sein du gouvernement. Le site avait appelé aussi à la libération de tous les militants incarcérés à la suite des

manifestations de Tiananmen du printemps 1989, écrasées par l'armée chinoise. Le dissident répertoriait également sur le site les personnes portées disparues en Chine, notamment les femmes et les enfants enlevés et

faisant l'objet de trafics. Il a reçu le prix 2004 de la cyberliberté attribué par l'organisation Reporters sans frontières. Après sa sortie de prison, Huang Qi avait repris ses activités et ouvert le centre Tianwang.

PUBLICITE